



CONSEIL COMMUNAL
DE
SAINT-PREX

le 27 avril 2022

Rapport sur Préavis n° 01/03.2022 – section des infrastructures

Demande d'un crédit global de Fr. 1'217'900.00 pour financer la mise en séparatif des collecteurs d'eaux usées et claires, le remplacement de la conduite d'eau potable, ainsi que l'aménagement routier du carrefour des chemins du Glapin, de Perreret et de Pomeiry et la pose d'un éclairage public.

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Conseillers,

La Commission composée de Mme Adrienne Sennwald et de MM. Didier Franco, Thierry Jacquiéry, Eric Janicaud, et Alain Jouffrey (désigné comme rapporteur au cours de la séance) s'est réunie une fois le mercredi 30 mars en présence de Madame Véronique Savioz, Municipale et de M. Christophe Cotting, Responsable du service de l'urbanisme et des infrastructures. Nous les remercions pour leurs disponibilités et la clarté des réponses à nos questions.

La Commission s'est penchée sur les points suivants :

- La pertinence du projet
- L'adéquation des solutions
- Les impacts pour la population
- Le bilan environnemental
- Les risques du projet

1. La pertinence du projet

Le séparatif a été imposé par la Loi fédérale sur la Protection des Eaux (LEaux) du 24 janvier 1991.

Le plan général de l'évacuation des eaux {PGEE¹} de la Commune de Saint-Prex prévoit la mise en conformité de l'évacuation des eaux, à savoir la poursuite de la mise en séparatif des eaux usées (EU) et des eaux claires (EC) selon le planning communal et au fur et à mesure des opportunités qui se présentent.

Le projet soumis au Conseil permet de remplacer simultanément des anciennes conduites d'eau dont certaines datent de 60 ans, et de mettre le quartier aux normes ECA pour la protection incendie.

Le bouclage du réseau du réseau d'eau potable sera également réalisé à cette occasion.

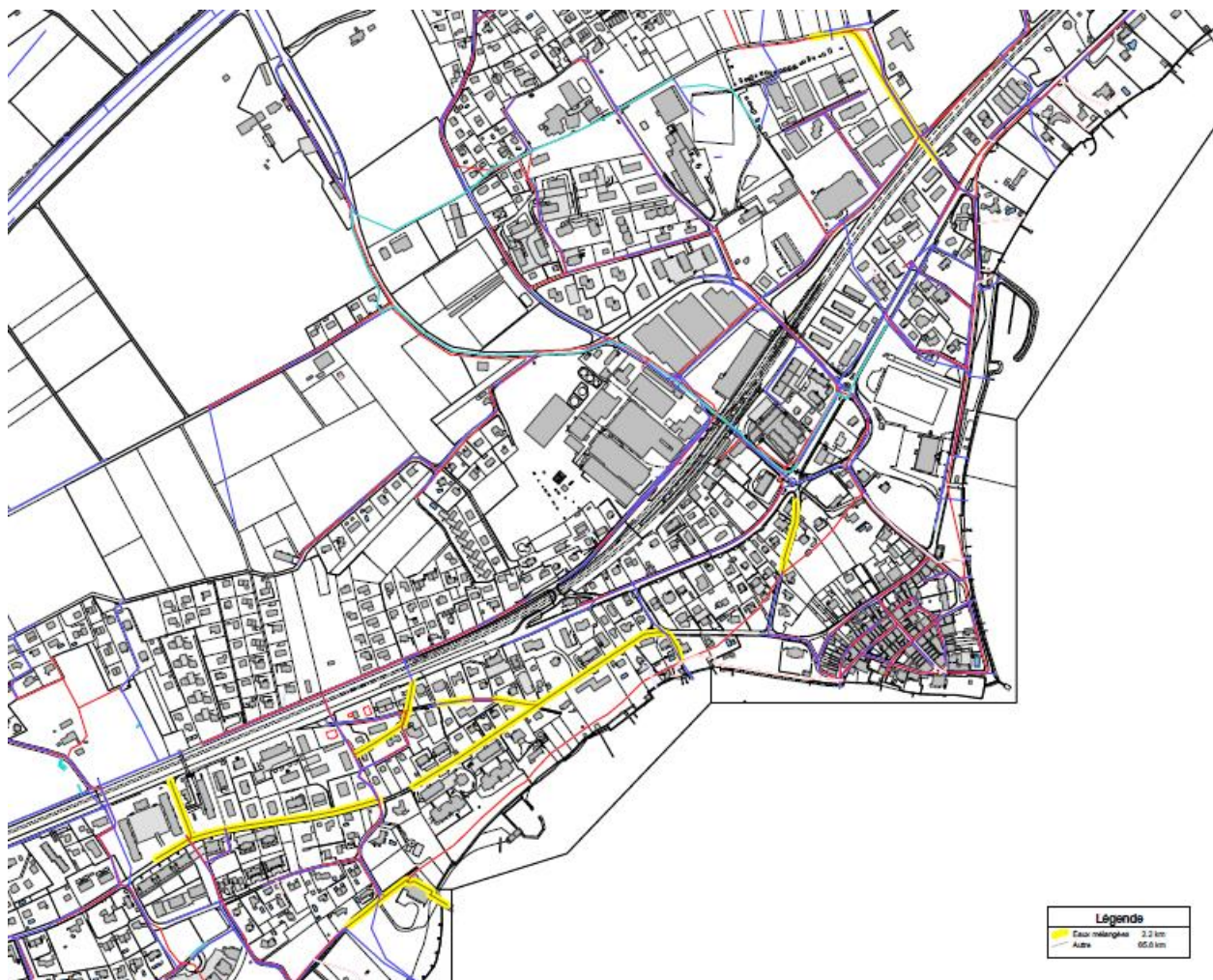
La Commission estime donc que le projet est nécessaire et pertinent.

¹ Le Glossaire se trouve dans le texte du préavis
Rapport sur préavis 01/03.2022

Remarques de la Commission sur le PGEE

La longueur totale du réseau public d'assainissement est de 68 km.

Il reste à passer en séparatif 1,88 km (sections en jaune sur ce plan partiel de la commune) soit 2,7%.



Après ce projet, il restera 1580 mètres en réseau unitaire, soit environ 2%. On arrive au bout !

Le coût d'investissement est estimé entre 4.9 mio et 6.2 mio. Ces chiffres ne tiennent pas compte des autres infrastructures, comme l'eau potable, l'éclairage public et les aménagements routiers à adapter. Les coûts seront affinés sur la base de projets, certains tronçons étant assez profonds.

Certains membres de la Commission notent que les chemins privés ne sont pas signalés sur le plan. On ne sait donc pas si c'est réalisé ou à faire. Ils souhaiteraient savoir combien cela représente et qui prend en charge le coût des travaux.

2. L'adéquation des solutions

Les membres de la Commission n'ont pas de compétences techniques spécifiques sur le sujet. Comme le projet est géré par le bureau d'ingénieurs Miaz et Weisser, ils se sont donc limités à des questions de bon sens.

a) le dimensionnement des conduites

Pourquoi passe-t-on d'un diamètre de 250 millimètres sur le chemin de Perreret et 200 mm en aval au passage sous voies ? Si le coût est le même pour un 250 pourquoi ne l'avoir pas fait auparavant ? Le tuyau déjà posé serait-il sous-dimensionné par le mandataire ? De nouveaux critères ont-ils été pris en compte ? Le nouveau réseau est-il dimensionné pour les pointes de précipitation liées au Changement climatique ?

Le SUI nous a fait des réponses précises :

Lors des travaux de la mise en séparatif des eaux usées (EU) et des eaux claires (EC) à l'avenue de Taillecou, pour définir le diamètre des EU, le diamètre mentionné dans le PGEE (PVC diam. 200 mm.) a été choisi et validé par les instances cantonales. En effet, le projet a été soumis à l'approbation de la DGE et aucune remarque n'a été formulée à ce sujet.

Pour le projet du chemin de Perreret, la DGE se base désormais sur la norme SIA 190, relative aux collecteurs, qui pose la condition d'un diamètre de 250 mm. minimum pour tous les tuyaux principaux posés par les Communes même si, d'un point de vue du dimensionnement, un diamètre de 200 mm. suffirait.

Concernant la question de l'éventuel sous-dimensionnement du collecteur EU diam. 200 mm. posé à l'avenue de Taillecou, nous pouvons vous confirmer que ce diamètre est suffisant pour autant que la mise en séparatif du bassin versant des EU soit entièrement réalisée. Ce qui sera le cas à la fin des travaux du chemin de Perreret et lorsque toutes les propriétés situées dans le bassin versant des EU considéré seront en conformité. Comme vous le savez, un déversoir de crue est actuellement en service à l'aval du pont des CFF : en cas de pluie et donc de fort débit dans le collecteur unitaire (EU+EC), ce dernier déverse le surplus dans le collecteur des EC. Ce déversoir sera supprimé à la fin du contrôle complet du bassin versant des EU et lorsque l'on sera sûr que toutes les habitations ont des évacuations conformes.

b) le calendrier

Quelles sont les marges de manœuvre ?

Pour le passage sous voies, aucune marge du côté des CFF sinon renvoi dans un an au mieux, jusqu'à ce que les CFF aient un autre trou... dans le calendrier !

A noter que le ralentissement des trains est à financer par le projet ($95'440 + 40'950 = 136'390$ CHF soit plus de 10% du coût).

Les solutions proposées sont jugées adéquates par la Commission.

3. Les impacts pour la population

a) Impacts du chantier

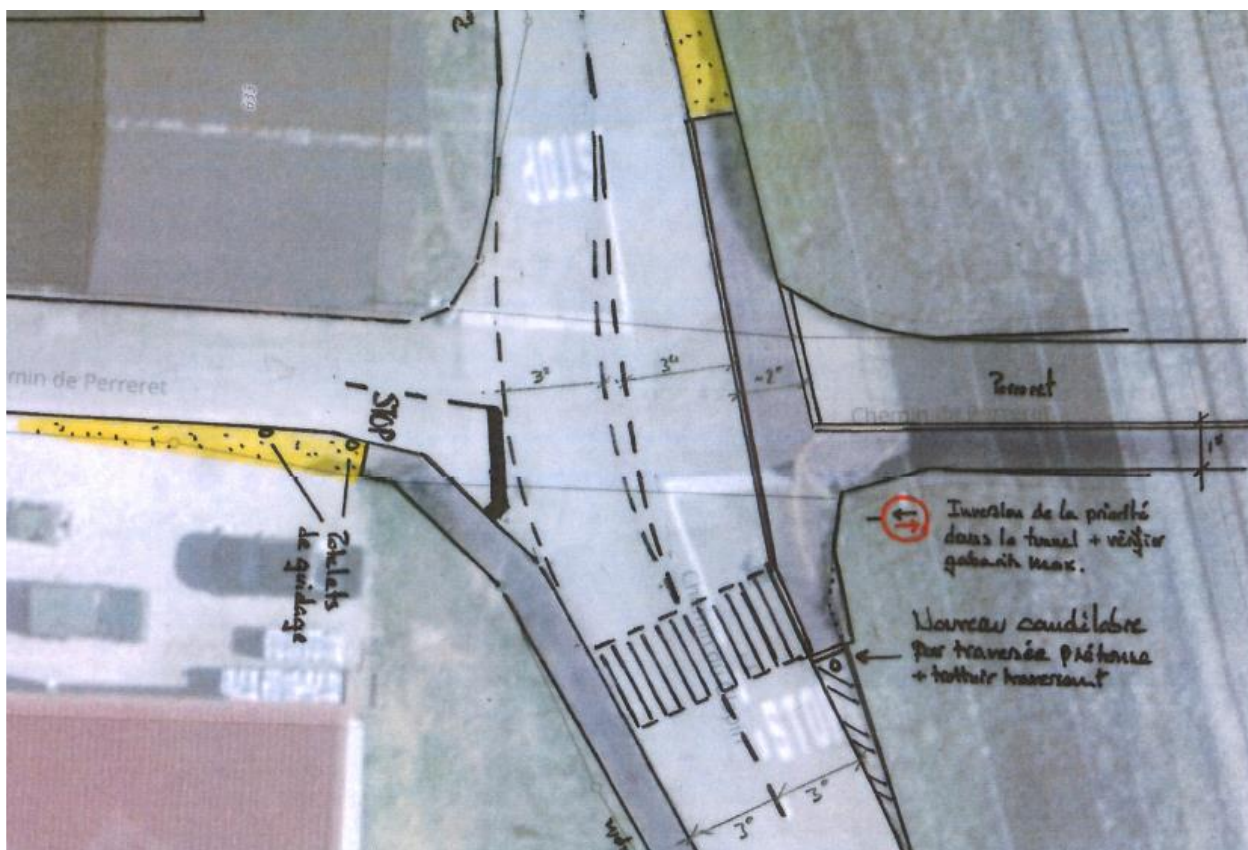
Impacts classiques de fermetures de route et du passage sous voie selon planning

b) Raccordements des habitations

Les propriétaires concernés devront financer le raccordement en séparatif

c) Impacts futurs sur la circulation

Le carrefour Perreret/Pomeiry/Glapin va être modifié.



L'objectif est d'améliorer la sécurité, principalement des piétons (chemin des écoliers), avec des modifications importantes. La Commission est divisée sur le projet présenté. Tous les membres relèvent de bonnes idées dans la proposition, avec notamment le trottoir franchissable et la chaussée surélevée au croisement du passage sous voies. Certains membres trouvent néanmoins qu'une circulation à 50 km/h devant un passage étroit et avec peu de visibilité semble dangereuse. **Une attention particulière devra être portée à ce carrefour** dans la mesure où il n'est pas possible actuellement de traverser ce carrefour à une telle vitesse à cause des panneaux STOP sur les chemins du Glapin et de Pomeiry.

Cependant le choix des solutions (limitation de vitesse ? Passage piéton surélevé ? signalisation provisoire lors de sa mise en service ?) est du ressort de l'exécutif.

La Commission estime que les impacts sont acceptables par la population en fonction de la nécessité des travaux.

4. Le bilan environnemental

Au niveau des bénéfices, détaillés dans le préavis :

- la séparation eaux claires/eaux usées est incontestablement un enjeu majeur pour la qualité des eaux du lac. Pour qu'il soit atteint, la Municipalité devra convaincre les propriétaires de se raccorder en séparatif avant la fermeture des fouilles
- Le remplacement de la conduite d'eau potable réduira les fuites
- L'aménagement du carrefour prépare la future voie verte, et est compatible à un *statu quo*.

Cependant, le préavis ne mentionne pas les externalités négatives du projet :

- La pollution créée par les machines et les déchets de chantier. Celle-ci ne peut être chiffrée, cependant en groupant les travaux pour l'eau potable et l'assainissement, elle est réduite par rapport à 2 chantiers successifs ;
- La pollution générée par les transports des engins et du personnel : les entreprises retenues (FFA, Connect, Duvoisin & Groux) sont toutes des entreprises locales, ce qui limite les distances.

5. Les risques du projet

La Commission identifie les risques suivants :

1. Dérapage du délai
2. Dommages aux ouvrages CFF
3. Prix - augmentation des matières premières

La commission a fait l'analyse suivante.

Risque	Cause	Effet	Parades
Dérapage du délai	Indisponibilité des entreprises ou des matériaux	Dépassement des prix	Engagement ferme pour la phase 1 : passage sous voie Poste « imprévu »
Dommages aux ouvrages CFF	Mauvaise conception Erreur humaine sur chantier	Facture des CFF	Assurance chantier
Augmentation des prix (matières premières)	Conjoncture actuelle de pénurie de matériaux	Surfacturation des entreprises	Le poste imprévu est de 15% au lieu des 10% habituels Suivi de chantier rigoureux

La Commission estime, sur la base des réponses de la Municipalité que les risques sont maîtrisés.

CONCLUSION

Le récapitulatif des dépenses (TTC) est le suivant (pour le détail, voir le texte du préavis) :

Mise en séparatif des eaux claires et usées	Fr. 756'400.00
Remplacement de la conduite d'eau potable	Fr. 299'100.00
Aménagements routiers	Fr. 139'200.00
Eclairage public	Fr. 23'200.00
Total TTC	Fr. 1'217'900.00

En conclusion et vu ce qui précède, la Commission, à l'unanimité de ces membres, propose, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Conseillers, de bien vouloir prendre les décisions suivantes :

LE CONSEIL COMMUNAL DE SAINT-PREX

- vu le présent préavis municipal
- entendu les rapports des commissions chargées de l'étudier
- considérant que cet objet a été régulièrement porté à l'ordre du jour

DÉCIDE

1. d'autoriser la Municipalité à entreprendre la mise en séparatif des conduites EC/EU, le remplacement de la conduite d'eau potable et l'aménagement routiers du carrefour des chemins du Glapin, de Perreret et de Pomeiry et la pose d'un éclairage public ;
2. de lui accorder le crédit nécessaire, soit la somme globale de Fr. 1'217'900.00 TTC, se décomposant de la manière suivante :
 - a. Fr. 756'400.00 pour la mise en séparatif des EC/EU,
 - b. Fr. 299'100.00 pour le remplacement de la conduite d'eau potable,
 - c. Fr. 139'200.00 pour l'aménagement routier du carrefour des chemins du Glapin, de Perreret et de Pomeiry et
 - d. Fr. 23'200.00 pour l'éclairage public ;
3. d'admettre que cette dépense globale soit financée par un emprunt ou par les recettes courantes de la bourse communale ;
d'eaux usées et claires, le remplacement de la conduite d'eau potable, ainsi que l'aménagement routier du carrefour des chemins du Glapin, de Perreret et de Pomeiry et la pose d'un éclairage public
4. d'admettre que ces dépenses soient amorties de la manière suivante :
 - a. mise en séparatif : en 10 ans, dès 2024, par tranche annuelle de Fr. 75'600.00, le solde la dernière année,
 - b. eau potable : en 10 ans, dès 2024, par tranche annuelle de Fr. 29'900.00, le solde la dernière année, après déduction de la subvention de l'ECA,
 - c. aménagements routiers : en 10 ans, dès 2024, par tranche annuelle de Fr. 13'900.00, le solde la dernière année,
 - d. éclairage public : en 10 ans, dès 2024, par tranche annuelle de Fr. 2'300.00, le solde la dernière année.

Pour la Commission, le rapporteur,



Alain Jouffrey